

Index AI : PRE01/246/2013
24 May 2013

Ouganda. Arrestation de militants dans un contexte préoccupant de répression des médias

Les autorités ougandaises doivent mettre fin à l'attaque contre la liberté d'expression qui a conduit à la fermeture forcée de plusieurs médias au cours des cinq derniers jours, a déclaré Amnesty International vendredi 24 mai, après l'arrestation de plusieurs militants qui protestaient contre cette répression.

Des policiers armés ont fermé deux journaux et deux stations de radio le 20 mai. Ces médias avaient fait état d'un complot présumé du gouvernement visant à assassiner les personnalités politiques opposées à la passation du pouvoir entre le président Yoweri Museveni et son fils.

La police antiémeute a arrêté cinq militants des droits humains jeudi parce qu'ils protestaient contre la fermeture du *Daily monitor*, premier organe de presse, basé à Kampala, à avoir évoqué ce complot, au début du mois.

« Ces tentatives désespérées des autorités ougandaises pour occulter une affaire politique gênante démontrent un mépris flagrant pour la liberté d'expression et violent le droit des Ougandais à recevoir des informations », a déclaré Sarah Jackson, directrice adjointe du programme Afrique d'Amnesty International.

« La police doit immédiatement se retirer des locaux des médias ciblés par cette répression inquiétante, et leur permettre de poursuivre leur travail journalistique. »

Les autorités policières sont à la recherche d'un document rédigé par le général David Sejjsa, coordinateur des services de renseignement ougandais, qui y évoquerait le complot en question, et elles ont déclaré que les médias seraient considérées comme « lieu du crime » tant que l'origine de la fuite n'aurait pas été déterminée.

Le *Daily Monitor* est toujours dans l'impossibilité de publier quoi que ce soit, et les stations Radio KFM et Dembe FM sont interdites d'émission.

Le 22 mai, le *Daily monitor* a obtenu une décision de justice annulant l'autorisation de perquisition de la police, mais des agents armés continuent d'encercler le bâtiment fermé.

Cinq militants ougandais d'organisations de défense des droits humains ont été arrêtés jeudi soir et inculpés de « rassemblement illégal » alors qu'ils protestaient contre la fermeture du *Daily monitor*.

Ils ont été libérés sous caution par la police et vont certainement être jugés.

« Les autorités ougandaises doivent cesser de réprimer implacablement les journalistes qui fournissent des informations au public », a déclaré Sarah Jackson.

« Les journalistes doivent être libres d'effectuer leur travail légitime, et les charges retenues contre les personnes exprimant de manière pacifique leur divergence de vues doivent être abandonnées. »